

MAGHREB

L'Algérie accueille le festival panafricain

Quarante ans après avoir organisé le premier festival panafricain, l'Algérie se pare à nouveau de ses couleurs africaines.

Des milliers d'artistes et de visiteurs venus de dizaines de pays africains et de la diaspora se retrouvent à Alger pour le lancement officiel de la seconde édition du festival panafricain. Après une absence de 40 ans, ce festival a rouvert ses portes dimanche 5 juillet, jour de la fête de l'indépendance de l'Algérie, pour tenter de faire revivre la culture et les arts du continent.

Cette manifestation, dont la cérémonie de clôture sera organisée le 20 juillet, a débuté samedi de manière spectaculaire. Une immense parade s'est déroulée dans les rues d'Alger, du parc Sofia à Bab-El-Oued. Des bateaux représentant chaque pays présent, ainsi qu'un millier de participants, ont paré Alger de mille et une couleurs et suscité un immense enthousiasme pour la cérémonie officielle d'ouverture de dimanche soir.

"A Alger, la fête de l'Afrique, de toutes les Afriques, réinvente la conscience de notre identité et de notre ouverture à l'universel", a déclaré le Président algérien Abdelaziz Bouteflika dans une déclaration lue par son porte-parole Abdelaziz Belkhadem, lors du gala d'ouverture.

Alors que le festival panafricain de 1969 était placé sous le thème de la libération du joug colonial et de l'apartheid, le challenge du Panaf 2009 est de célébrer la "renaissance" de l'Afrique et de présenter ses plus beaux atours : sa culture, sa musique, ses danses, sa littérature et son histoire.

L'Afrique, berceau de l'humanité, sera chantée cette année par Youssou N'dour, Cesaria Evora, Salif Keita, Mory Kanté, Ait Menguellet, Cheb Khaled, Amazigh Kateb, Karim Ziad, Warda, Ismaël Lo, Houria Aïchi, Big Ali, Kassav, Hasna El Becharia, et bien d'autres encore.

Au total, 51 nations y participent, selon Zouaoui Benhamadi, l'un des responsables du Comité exécutif d'organisation. Les Etats-Unis et le Brésil sont les invités d'honneur, car ces deux pays compte une très forte population d'origine africaine.

Abdourahman Waberi, un écrivain de Djibouti, s'étonne du fait que le Maroc ne soit pas présent à ce festival.

"J'ignore à quel niveau se situe la responsabilité", a-t-il déclaré au quotidien El Watan. "La conclusion que j'en tire est la suivante : si le Maroc n'est pas présent, alors ça ne sert à rien de déployer le tapis rouge pour le

Swaziland, le Cap-Vert ou toute autre nation. A moins de me démontrer que le Maroc de Abdellatif Laâbi ou des Gnawas n'est pas africain."

La manifestation accueille 8 000 artistes et intellectuels africains et quelque 20 000 artistes locaux. Une cité des artistes de 1 250 lits a été réalisée à Zeralda. Quelque 22 000 policiers ont été déployés pour assurer le bon déroulement du Panaf et des points de surveillance équipés de détecteurs des produits explosifs sont installés pour veiller à la sécurité de cette manifestation.

Le festival accueille également l'actrice Isabelle Adjani, Française de père algérien.

L'autre "star" du festival est Lucy ; l'ancêtre de l'humanité exposée au musée d'Addis-Abebba (Ethiopie), et qui n'a quitté qu'une seule fois ce pays pour aller aux Etats-Unis, est exposée au Musée du Bardo à Alger.

De plus, plus de 200 titres de grands auteurs africains seront réédités à l'occasion de ce festival. Plusieurs conférences seront organisées, traitant de sujets allant du soufisme à "l'Afrique en scène", en passant par des colloques sur "la diplomatie militante au NEPAD" ainsi que "l'Afrique, la femme et le développement".

Selon le ministère de la culture, 500 spectacles de musique et de danse réunissant plus de 2 300 chanteurs et musiciens et plus de 2 800 danseurs seront organisés sur plus de trente scènes à Alger et dans d'autres villes. De plus, 41 pièces de théâtre mobilisant plus de 450 participants se joueront au Théâtre national et à la salle El-Mouggar, neuf expositions accueilleront plus de 230 artistes. Cinq grandes expositions inédites seront ouvertes au public.

"Le deuxième festival culturel panafricain offre une nouvelle chance pour l'Afrique de resserrer les liens", a déclaré le ministre ivoirien de la Culture, Augustin Kouadio Komoé.

"Je sens un festival plus mûr", a commenté Sidiki Bakaba, cinéaste et directeur du Palais de la Culture ivoirien. "La rencontre entre pays africains va encore se manifester à Alger, mais cette fois-ci avec plus de technologies, et les spectacles seront donc très riches et dégageront plus de magie."

Khalida Toumi, ministre algérien de la Culture, a expliqué au quotidien Liberté que le Panaf 2009 n'est pas une opération com-

merciale, mais "le festival du peuple algérien".

"Tout doit être gratuit", explique-t-elle. "L'affiche montre l'Afrique en feux d'artifice. Et bien, c'est cela le programme. Tous les domaines de la culture seront en ébullition."

La décision d'organiser le festival panafricain à Alger avait été prise lors du sommet de Khartoum en 2006. L'Union Africaine

avait déterré la charte de Port-Louis sur la culture, inspirée par la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et par le Manifeste culturel panafricain d'Alger de 1969.

Mouna Sadek (Alger) pour Magharebia.com

Des journaux marocains condamnés à une amende dans le procès en diffamation intenté par le président libyen Kadhafi

de dirhams de dommages, une somme que de nombreux professionnels avaient jugé excessive.

Siraj avait qualifié la décision du leader libyen de demander une telle somme d'"étrange", affirmant que cette indemnisation ne correspondait ni au contenu des articles, ni à la situation financière des journaux.

"Nous espérons que le gouvernement libyen abandonnera son action en justice contre ces journaux, qui ont critiqué le leader libyen avec de bonnes intentions", a-t-il conclu.

SE Le Président Kaddafi

Le tribunal de première instance de Casablanca a ordonné le 29 juin dernier à trois journaux indépendants marocains et à leurs salariés de verser des dommages dans une affaire en diffamation sans précédent intentée par l'ambassade de Libye pour le compte du leader libyen Moamar Kadhafi.

Ces trois journaux – Al Jarida Al Aoula, Al Ahdath Al Maghribia et Al Massae – se sont vus condamner à payer un million de dirhams chacun pour "diffamation et atteinte à la dignité d'un chef d'Etat". De plus, les trois éditorialistes en chef et deux journalistes ont été condamnés à payer 100 000 dirhams chacun pour leur implication dans cette affaire.

Les trois quotidiens avaient publié des articles ces derniers mois qui critiquaient le leader libyen et mettaient en cause l'absence de démocratie dans son pays.

Cette affaire est une première ; jamais encore une ambassade étrangère n'avait intenté un procès contre la presse aux termes de la législation marocaine. Le verdict très controversé a immédiatement suscité la réprobation du Syndicat national de la presse marocaine, qui a organisé une manifestation à l'issue du procès.

"Notre position initiale est que la liberté de la presse et la critique constructive doivent être respectées", a déclaré le secrétaire général du SNPM Mohamed Eddaou Siraj. "Nous dénonçons cette décision du tribunal contre ces trois journaux, qui porte un coup à l'expérience d'une presse indépendante au Maroc."

Et d'ajouter : "Les articles en question ne comportent aucune diffamation explicite contre la personne du leader libyen. Notre syndicat désapprouve la décision rendue par le tribunal à l'encontre des journalistes de ces quotidiens."

Kadhafi avait au départ demandé 90 millions

de dirhams de dommages, une somme que de nombreux professionnels avaient jugé excessive. Abdelsalam Andalusi, membre du comité arabe des droits de l'Homme, a déclaré à Magharebia que de tels cas débouchent en général sur des déclarations dénonçant les articles jugés offensants. "Or ce que nous voyons aujourd'hui est une tentative de la part du régime libyen de s'en prendre à trois journaux marocains connus pour l'intégrité de leur ligne éditoriale et pour leur critique constructive à l'encontre des chefs d'Etat. Personne ne peut affirmer que ces journaux sont entrés dans un jeu politique qui ferait pencher la balance en faveur de tel ou tel parti."

"Cette condamnation survient à un moment où la presse indépendante au Maroc lutte pour s'assurer une marge de liberté", a-t-il ajouté.

Rashid Nini, rédacteur en chef d'Al Massae, a déclaré à Magharebia : "Ce verdict était attendu, c'était un procès politique. Je n'y ai pas assisté... estimant que ce n'était qu'une farce dans laquelle se retrouvait impliqué le système judiciaire marocain."

Nini estime que le véritable plaignant n'était pas Kadhafi, mais le gouvernement marocain, "qui continue à régler ses comptes avec une presse indépendante qui le dérange parfois par un ton plutôt dur".

Il maintient que son journal n'a critiqué personne. "Comment pouvons-nous être punis pour avoir parlé du leader libyen alors que nous critiquons le Roi du Maroc lui-même ?", s'est-il interrogé.

"C'est un jugement politique qui a été prononcé par un tribunal manquant d'indépendance en faveur du dictateur libyen", a déclaré Ali Anouzla, directeur d'Al Jarida Al Aoula, dans une déclaration à la presse. "Nous ferons appel de ce jugement, mais cela ne nous empêchera pas de continuer à critiquer le régime libyen."

Par Naoufel Cherkaoui (Rabat, Maroc) pour Magharebia.com



Photo: www.algerie-focus.com/